

Ramaphosa à la tête de l'ANC : Une cohabitation qui ne dit pas son nom

Par Abdelhak Bassou

Résumé

Cyril Ramaphosa a dépassé d'une courte tête Dlamini Zuma aux élections pour le remplacement de Jacob Zuma à la tête de l'ANC. Sa victoire ne lui permet pas de franchement crier au succès, aussi bien en prenant en considération l'écart qu'il a enregistré face à la perdante, qu'en tenant compte des rapports de force au sein des organes de décision. Il ne faut cependant pas perdre de vue que l'actuel président de la république, notoirement impliqué dans des affaires de corruptions reste décrié même par ses soutiens. Il se pose donc la question d'évaluer la portée des récentes élections notamment sur l'avenir de Zuma en tant que président de la république et partant de l'avenir de l'ANC comme parti dominant de la scène politique sud-africaine".

Introduction

Cyril Ramaphosa, connu par son opposition à Jacob Zuma,¹ a été choisi pour remplacer ce dernier à la tête de l'ANC. Il a obtenu 2440 voix contre 2261 pour sa rivale Dlamini Zuma, réputée soutenue par l'actuel président Jacob Zuma. Les plus optimistes des observateurs de la scène politique sud-africaine disent que l'élection de Ramaphosa a sauvé le parti de l'éclatement ; les plus sceptiques disent que la seule question qui reste posée

est celle de savoir si l'ANC éclatera avant ou après sa défaite en 2019. Si l'on emprunte, sa sagesse, au livre des transformations chinoises, nous dirons que tout dépend de ce que les dirigeants du parti feront et de comment ils agiront durant les 18 prochains mois qui nous séparent des élections législatives et présidentielles de 2019. Le probable (l'ANC réussira ou échouera) n'est que peu crédible s'il n'ouvre pas sur plusieurs probables (plusieurs formes et degrés d'échec et plusieurs formes et degrés de réussite en fonction des actions et des conditions).

L'ANC peut en effet se réunifier et gagner les élections comme il peut se réunifier et perdre les élections. Le parti peut également éclater et gagner les élections comme il peut éclater et échouer aux élections. La réussite dépend certes de l'unité ou de l'éclatement du parti ; mais pas d'une manière absolue. Les alliés au sein de l'ANC comptent. Comment le parti communiste sent-il la victoire courte de Ramaphosa ? En est-il satisfait ? sinon va-t-il franchir le pas et se présenter seul aux élections ? L'affaiblissement probable de l'ANC, profitera-t-il aux partis concurrents en

1. L'ANC est une alliance. Il y a du côté gauche la COSATU, principale centrale syndicale du pays, plus le parti communiste sud-africain (SACP). Des membres dirigeants de la COSATU et du parti communiste siègent aux instances dirigeantes de l'ANC. Il y a une droite qui rassemble des membres de l'ANC venant d'horizons divers (traditionalistes, bourgeoisie africaine, etc.) autour de Ramaphosa et de sa ligne politique. Le clivage droite/gauche au sein de l'ANC s'est fortement manifesté dans le domaine de la politique économique où la gauche mettait l'accent sur un Etat interventionniste dans le marché et la droite sur une « déracialisation » du marché. Lors de la dernière crise autour de l'affaire « State capture » le clivage a changé de critère, ainsi la COSATU et le SACP, réputé de gauche soutiennent Ramaphosa réputé de droite contre Jacob Zuma homme de gauche, mais dont l'implication dans les affaires de corruption avait fini par exaspérer ses alliés.

l'occurrence l'Alliance démocratique ? provoquera-t-il une scission au sein de l'ANC et l'émergence d'une nouvelle force qui peut rallier d'autres partis pour une nouvelle architecture ? On ne peut dans l'état actuel des choses anticiper l'avenir de l'ANC, bon ou mauvais. La sagesse conseille la prudence et celle-ci conseille de se limiter aux hypothèses.

D'ici 2019 et pendant quelque 18 mois, les deux clans opposés de l'ANC présideront l'un le parti et l'autre la république ; une cohabitation qui ne dit pas son nom et qui nous laisse avec une question : « Jacob Zuma ira-t-il jusqu'au terme de son mandat, alors que le parti a désormais un président du clan opposé ? ».

Avant de répondre à cette question, ne faudrait-il pas évaluer la victoire de Cyril Ramaphosa ? Si certains

supporters du nouveau président de l'ANC jubilent d'ores et déjà, d'autres relativisent la victoire, principalement pour deux raisons :

- L'écart entre les deux candidats n'est que de 179 voix (la plus petite marge depuis que l'ANC est créé). Cet écart ne permet pas de crier franchement victoire de l'homme d'affaires sur l'ancienne présidente de la commission de l'union africaine. D'ailleurs pour l'ensemble des six postes clés l'écart est très réduit (voir tableau ci-dessous)
- Le poste de vice-président revient, à David Mabuza, un supporter inconditionnel du clan Zuma. Les Zumas gardent donc un œil sur le nouveau président, d'autant plus que plus que la moitié des membres du conseil exécutif national, organe de décision du parti, appartiennent au clan de Jacob et Dlamini Zuma.

Tableau des résultats des votes pour le top six

Results of the 54 ANC elective conference	Votes for Ramaphosa slate	Votes for NDZ slate	Abstentions	Spoilt	Missing	Total	Result
President	2,440	2,261	4	3	68	4776	Ramaphosa
Deputy President	2,159	2,538	4	7	68	4776	Mabuza
General Secretary	2,336	2,360	8	4	68	4776	Ace Magashule
Deputy General Secretary	2,213	2,474	17	4	68	4776	Jessie Duarte
Treasurer General	2,517	2,178	7	6	68	4776	Paul Mashatile
Chair	2,418	2,269	14	7	68	4776	Gwede Mantashe

Source : <https://www.moneyweb.co.za/news/south-africa/the-missing-votes-fiasco/>

Le rapport de force au sein de l'appareil de décision de l'ANC reste toujours en faveur des Zumas². Une mauvaise nouvelle pour Cyril Ramaphosa qui n'aurait pas les mains libres pour implémenter les réformes nécessaires qu'il ambitionne.

Certains enjeux demeurent donc entiers au sein du parti, et les dissensions internes ne semblent pas être terminées. Cependant le parti sait que ses énergies doivent s'orienter vers les élections de 2019 auxquelles il devra se présenter uni, s'il veut conserver sa dominance sur la scène politique sud-africaine³, Mission difficile⁴, mais pas impossible, que doit remplir le nouveau patron de l'ANC.

Redorer le blason de l'ANC aux yeux de l'opinion publique sud-africaine, n'est cependant pas une tâche aisée. Plusieurs défis sont à relever :

- La légitimité du parti tirée de sa lutte contre l'Apartheid s'est érodée. Les Sud-Africains développent aujourd'hui des attentes qui dépassent celles des années de la lutte contre le pouvoir des blancs et se focalise sur des ambitions de bien-être économique, sur une meilleure répartition des richesses et sur plus de justice sociale et d'égalité des chances⁵.
- Le chômage des jeunes est aujourd'hui un fléau qui mine la société sud-africaine et génère un malaise social que l'économie sud-africaine, moribonde, n'arrive pas à endiguer⁶.

2. Les résultats des dernières élections au sein de l'ANC semblent donner l'image d'un vote qui n'a pas voulu sanctionner une tendance dans le parti ; mais seulement changer sa tête. Les différents délégués ont simplement exprimé la volonté de ne plus vouloir d'un Zuma à la tête du parti. Si le clan de Jacob Zuma s'était fait représenté par un leader qui ne porte pas le nom de Zuma, il n'aurait peut-être pas perdu.

3. Le vice-président de EFF (Economic freedom fighters), parti d'opposition, avait félicité Ramaphosa, mais en ajoutant : "It will however be easier for a camel to pass through the eye of a needle than for you to become RSA President. The EFF is ready on the grounds !"

4. Lire l'article « Cyril Ramaphosa Isn't South Africa's Savior » BY EUSEBIUS MCKAISER, December 2017. <http://foreignpolicy.com/2017/12/18/cyril-ramaphosa-isnt-south-africas-savior/>

5. « The people of South Africa want action. They do not want words », avait dit Ramaphosa dans son premier discours en tant que président de l'ANC ; avant d'ajouter que : « They want an ANC that uses public office not to serve vested interests, but to build a truly developmental state and a vibrant, inclusive economy that create jobs and improves lives ».

6. Standard & Poor's (S&P) a abaissé, en Novembre la note souveraine sud-africaine au niveau spéculatif, en raison d'un affaiblissement alarmant de la croissance. (De BBB- à BB+ "spéculatif", avec une perspective stable). Moody's, a pour sa part décidé de placer la situation de l'économie sud-africaine sous supervision en attendant la conférence que l'ANC, tiendra en ce mois de décembre pour élire un nouveau président. Le PIB de ce pays terminera l'année 2017 sur une croissance de 0,7 pc. Croissance de loin insuffisante pour soulager la pression du chômage qui affecte plus de 27 pc de la population et de la pauvreté qui touche presque la moitié d'une population globale de 56 millions d'âmes. La dégradation de la note sud-africaine entrainera une contraction de plus de 1% durant le premier trimestre de 2018, selon la banque d'investissement Investec.

- La criminalité, résultat du malaise socio-économique croît à des taux ahurissants.
- En dépit de la volonté d'union affichée, le risque de rupture n'est pas totalement écarté. Plusieurs observateurs avancent même la possibilité de création d'un nouveau parti, si Ramaphosa n'arrive pas à ménager les divergences.

Tous ces défis requièrent une synergie d'effort à fournir par les deux clans opposés, celui du président de la république qui n'est plus président du parti, et celui du nouveau président du parti qui n'est pas encore président de la république. Est-ce que les deux clans vont consentir à bâtir une telle synergie ?

- Est-ce que Jacob Zuma consentirait à prendre durant les 18 prochains mois les mesures susceptibles de relever l'image de l'ANC et par conséquent faciliter l'élection de son adversaire ? Un adversaire qui ne semble pas disposé à le protéger s'il est poursuivi pour corruption à la fin de son mandat ?
- Est-ce que Cyril Ramaphosa abandonnerait ses tendances droitières au profit des alliés de gauche (COSATU et SACP) et promettrait-il une certaine immunité post-mandat à Zuma, pour conserver l'unité du parti et pouvoir remporter les élections de 2019 ?

Le paysage post-élections de Décembre 2017 peut être peint comme suit :

- L'ANC a changé de président et a évité que cette présidence ne tombe entre les mains d'un proche de son ancien patron. Certains avancent même que l'élection de Ramaphosa était destinée à priver Jacob Zuma de prolonger son règne sur l'ANC en se réincarnant dans un corps de femme (son ex épouse).
 - Le clan de Jacob Zuma ne semble pas pour autant affaibli. Il garde la moitié des six postes les plus importants dans la hiérarchie du parti, dont celui de vice-président et une majorité relative au sein de la commission exécutive nationale.
 - Le parti semble entrer pour 18 mois dans une sorte de cohabitation entre un président de la république (tendance gauche), mais abandonné par le syndicat et le parti communiste du fait de son implication dans des affaires de corruption ; et un président de parti, (tendance droite), mais qui pour passer le cap de 2019 et être élu à la présidence de la république, doit ménager des alliés de gauche (COSATU et SACP) qui sont actuellement à ses côtés contre Jacob Zuma.

Quelle situation pour Zuma d'ici aux élections législatives et présidentielles de 2019

Si Ramaphosa devait résumer sa mission d'ici la mi-2019, date des élections législatives et présidentielles en Afrique du Sud il ne dira rien d'autre que « conserver et sauvegarder la suprématie de l'ANC sur la vie politique en Afrique du Sud ».

Toutes les stratégies qu'il pourra élaborer, tous les programmes qu'il aura à tracer et toutes les initiatives qu'il prendra ou qu'il devra prendre pour améliorer la

vie des Sud-Africains, relever l'économie de l'Afrique du Sud et la rendre plus forte, ne versent que dans un seul objectif : Gagner les élections de 2019 et conserver la prééminence sur la vie politique de l'Afrique du sud au profit de l'ANC.

Déjà lors de son premier discours comme nouveau président de l'ANC, Cyril Ramaphosa lance son message à tous les Sud-Africains, dont il veut sauvegarder les intérêts en tant que peuple. Son langage prend des allures de discours de campagne électorale prématurée. En effet Ramaphosa ne se limite pas au fait de s'adresser à tous les Sud-Africains et d'engager un nouvel ANC réactif à leurs problèmes, il arrange son discours pour souligner surtout comprendre ce à quoi aspire l'ensemble de la société sud-africaine ; Passer à l'action à travers des projets concrets et non pas les longs discours politiques sans résultats.

Un bref résumé de la dernière crise qui a secoué l'ANC

En nette perte de vitesse depuis son revers aux élections locales de 2016 qui ont fait perdre deux grandes villes (Pretoria et Johannesburg), le parti voit de plus en plus croître l'écartèlement entre les soutiens de Jacob Zuma, partisan d'une "transformation radicale" de l'économie en faveur de la majorité noire, et une aile plus modérée incarnée par Parvin Gordon ministre des finances et le vice-président Cyril Ramaphosa.

Durant la même année 2016, des révélations sur l'ingérence des Gupta dans les affaires de l'Etat, avaient entamé les fissures au sein de l'ANC :

- Le 14 Mars 2016, Vytjie Mentor, une ancienne députée de l'ANC, avait déclaré qu'elle s'était ainsi vu proposer le poste de ministre des Entreprises publiques, par les membres de la famille Gupta. En contrepartie elle devait abandonner la liaison aérienne South African Airlines vers l'Inde et la céder aux Gupta.
- Le 16 mars 2016, Mcebisi Jonas, vice-ministre des Finances, accuse des membres de la famille Gupta de lui avoir proposé le poste de ministre des Finances pour remplacer le respecté Nhlanhla Nene, limogé sans aucune raison officielle en décembre 2015.
- Deux jours plus tard, Zola Tsotsi, l'ex-président d'Eskom de confier au Mail and Guardian que sa démission il y a un an avait été orchestrée par les Gupta « Deux mois après sa nomination ils m'ont appelé et m'ont dit qu'ils me feraient virer parce que je ne jouais pas le jeu ».
- La crise est exacerbée par le limogeage, très contesté au sein de l'ANC, le 31 Mars 2017 du ministre des finances. Une partie des députés de l'ANC avait rejoint l'opposition dans pour dénoncer l'implication du chef de l'ETAT et du parti dans le scandale qui prit désormais le titre de State capture (Capture de l'Etat). Encouragée, l'opposition dépose une motion de censure qui, votée en Aout 2017, voit Zuma échapper au limogeage par vingt voix seulement. Il était clair que des députés ANC avaient voté contre leur président.

C'est dans cette situation que l'ANC est arrivé à son 54ème congrès qui a donné la victoire étriquée de Cyril Ramaphosa. Une victoire tellement courte qu'elle ne donne pas au nouveau patron une majorité au sein des instances dirigeantes du parti et qui n'éclaire donc rien concernant le futur du président Jacob Zuma. Ira-t-il aux termes de son mandat ? Démissionnera-t-il ou sera-t-il démis avant terme ? La question est déjà au cœur des tractations et des spéculations dans les milieux de l'ANC.

Cependant d'ici à 2019, il se pose une question actuelle et prioritaire. Comment gérer l'ANC durant cette cohabitation imposée de 18 mois pour faire en sorte qu'il soit dans les conditions de garder son unité, ses alliances et de remporter par conséquent les élections. Parmi les déboires les plus préjudiciables dont souffre le parti sont les scandales qui éclatent autour du président Jacob Zuma. Faut-il donc que le président controversé vienne au bout de son mandat où doit-il démissionner ou être démis avant ? Sur cette question quels sont les rapports de force entre Zuma et Ramaphosa ?

1. Zuma continue jusqu'aux prochaines élections générales ? Difficile mais pas impossible

a. Il n'est pas aisé de démettre Zuma

La victoire en demi-teinte de Cyril Ramaphosa et de ses partisans lors du dernier congrès pourrait profiter à Jacob Zuma qui échapperait au sort qu'il avait lui-même, en 2008, réservé à son prédécesseur Thabo Mbeki⁷. Sort qui hante les inconditionnels parmi les supporters des Zuma. A la fin du congrès plusieurs partisans de Jacob Zuma étaient convaincus que leur idole est au-dessus de tous les déboires. Le limogeage du président est pour eux la dernière chose à laquelle ils doivent penser. Ils criaient haut et fort que Zuma n'est pas Thabo Mbeki et qu'en dépit de la défaite de sa candidate pour la présidence du parti, Jacob Zuma n'est pas fini⁸.

Zuma et son clan savent que seul un vote d'une majorité des membres du Comité exécutif de l'ANC peut révoquer un président en exercice de ses fonctions. Il sait également que Cyril Ramaphosa n'a pas cette majorité. Il peut donc, forcer Ramaphosa à la cohabitation jusqu'à la fin du mandat présidentiel.

Ramaphosa peut-il convaincre la direction de l'ANC que Jacob Zuma est devenu un obstacle pour le mouvement ? Des experts de l'Afrique du Sud croient que Cela va être difficile, mais il doit les convaincre qu'ils sont tous ensemble dans le même bateau. Et qu'ils doivent remettre

7. En Septembre 2008 Thabo Mbeki a dû accepter de démissionner devant la décision du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), présidé alors par Zuma (fraîchement élu) de lui retirer son mandat en raison de ses interférences dans les déboires judiciaires de son rival Jacob Zuma, auquel il entendait barrer la route de la présidence. C'est à croire que la situation au sein de l'ANC ressemble aujourd'hui à celle 2008.

8. Voir : <https://www.news24.com/SouthAfrica/News/when-will-zuma-go-its-a-matter-of-time-20171224-3>

l'ANC à zéro afin de pouvoir gagner les élections de 2019. Et que pour obtenir cela, il faut se débarrasser de Jacob Zuma rapidement, dès le début de l'année prochaine⁹.

b. Zuma s'agrippe au pouvoir

Jacob Zuma a dernièrement interjeté appel face à deux décisions de justice :

- Le 8 Décembre, soit une semaine avant le congrès de l'ANC, La haute cour de l'Afrique du Sud avait invalidé la nomination par Jacob de l'un de ses proches comme procureur général, arguant que le président étant partie prenante dans des affaires judiciaires, il ne peut être habilité à nommer le procureur général. Cette prérogative a été octroyée à Cyril Ramaphosa en tant que vice-président de la république. Jacob Zuma a interjeté appel contre cette décision le 14 Décembre.
- La médiatrice de la République Thuli Madonsela avait établi un rapport sur l'affaire de la « Capture de l'Etat » qu'elle devait rendre public en octobre dernier. Jacob Zuma avait publié un communiqué pour demander à la médiatrice de la République de ne pas rendre ses conclusions dans cette affaire, avant qu'il puisse lui-même interroger les témoins cités dans son rapport. Saisi de ce contentieux entre Zuma et Thuli Madonsela, la justice avait en décembre autorisé la publication du rapport. Aussitôt, Jacob Zuma avait interjeté appel pour empêcher la désignation d'une commission d'enquête comme le veut le rapport.

Ces deux appels face à des décisions de la justice sont, de l'avis des observateurs, des tentatives de la part de Jacob Zuma de repousser l'échéance de toute action qui risque de mettre fin à son mandat à la tête de l'Etat. Les syndicats, le parti communiste sud-africain, et certaines sections locales de l'ANC sont choqués par son recours du chef de l'Etat. Le refus de Jacob Zuma de se plier à la justice pose un réel problème. Tous les Sud-Africains arrivent à la même conclusion : Zuma s'agrippe au pouvoir et n'a aucune intention de se laisser démettre de ses fonctions de président de la république. Face aux décisions de la justice Zuma use de la technique des recours et appels qui retardent toute action ; et face aux éventuelles motions de censure, il espère compter sur ses soutiens au parlement.

9. Déclaration de Richard Calland, professeur agrégé au département de droit public de l'Université du Cap en Afrique du Sud et auteur du livre : "Les années Zuma"

c. Zuma peut aller jusqu'à mobiliser l'atout tribal

Sans aller jusqu'à donner au chauvinisme ethnique une place importante dans la politique sud-africaine, force est de croire que cette solidarité ethnique peut devenir un instrument lorsque les outils politiques échouent. Il est tout en l'honneur de la politique de l'ANC que Ramaphosa représentant de la plus petite ethnie d'Afrique du Sud, les Vendas, à peine un million de personnes, soit 2,4 % puisse battre dans des élections partisanses, Jacob et Dlamini Zuma issus de la première ethnie du pays, les puissants Zoulous (12 millions d'âmes, 24 % de la population). Mais si Zuma veut s'agripper au pouvoir, plusieurs observateurs voient qu'il peut avoir recours à la solidarité tribale¹⁰. Dans un article publié le 4 janvier 2013, sur le site de libération, Sophie bouillon, correspondante du journal à Johannesburg, souligne la place du tribalisme dans la politique de Zuma. L'article intitulé « Afrique du Sud : le Président et toutes ses tribus », commence par un chapeau révélateur : « **Réélu à la tête de l'ANC, Jacob Zuma marque un point en vue de la présidentielle de 2014. D'ici là, le Président devra choyer les ethnies aux dépens de la modernité.** »¹¹. **Tôt ou tard menacé de poursuites judiciaires, Zuma peut user de tout ce qui est susceptible de le protéger. Déjà pour les élections de 2014, Zuma n'avait pas hésité à brandir son atout tribal.**

2. Jacob Zuma Démissionne ou est démis avant les élections générales ? Très probable

a. C'est Zuma le vrai problème

Le président Jacob Zuma semble être la seule cloison qui sépare les deux clans de l'ANC. C'est certes une lutte idéologique entre les tenants d'une ligne de gauche révolutionnaire pure et dure et ceux tenant d'une tendance plus centraliste. Mais aucun des deux clans ne dénie les objectifs de l'autre. Cyril Ramaphosa ne rejette pas le principal objectif de la partie adverse qui

¹⁰. « Les peuples de l'Afrique du Sud sont pour l'essentiel les composantes d'une même ethnie dont les grands regroupements tribaux se perçoivent comme des nations. Zoulous, Xhosa, Swazi et Ndebele appartiennent à un sous-groupe identique alors que Sotho, Tswana et Pedi en forment un autre, Venda et Tsonga formant un sous-groupe chacun. Toutes ces communautés sont attachées à leur identité tribale mais ce sont les Zoulous, les plus nombreux par ailleurs, qui promeuvent le plus agressivement la leur ». Jean Louis Veyrac, 1994.

¹¹. Voir : http://www.liberation.fr/planete/2013/01/04/afrique-du-sud-le-president-et-toutes-ses-tribus_871730

est l'expropriation des terres sans compensation ; mais il précise que cela devait être fait avec soin pour éviter de compromettre l'économie, la production agricole et la sécurité alimentaire¹². Autrement dit, les deux parties ne divergent que sur la manière d'atteindre cet objectif. A l'impulsivité révolutionnaire et à la décision hâtive et peut-être chaotique que prône l'aile gauche radicale, Ramaphosa oppose et propose une action posée et étudiée. Sur d'autres axes, notamment celui du chômage, de la réanimation de l'économie et de l'éducation les deux clans de l'ANC n'affichent que des divergences mineures et non de principe.

Le seul problème qui embarrasse les deux clans est Jacob Zuma :

- **Les partisans de Zuma sont gênés par ses implications dans les affaires de corruption, et seraient soulagés de le voir partir ; mais cherchent à le protéger contre des conséquences plus graves.**
- **Ses adversaires veulent vite le démettre mais butent sur la manière à utiliser pour ne pas froisser ses partisans.**

C'est dans ce dilemme que l'unité du parti se trouve prise en otage. Tous sont d'accord pour le départ de Zuma ; reste à savoir comment ?¹³. Le dernier en date à demander de vite remplacer Zuma à la tête du pays est l'archevêque anglican Makgoba. Pour cette personnalité religieuse, si l'ANC ne se débarrasse pas de ZUMA, son destin sera écrit dans l'histoire d'autres mouvements de libération dans le monde qui n'ont pas réussi à s'adapter : ils vont perdre le pouvoir¹⁴.

¹². Ramaphosa est rejoint dans cette option par l'archevêque anglican Makgoba qui voit que : "La résolution de l'ANC soutenant l'expropriation de terres sans compensation réclame ... une sorte de processus pour négocier des réformes justes, rationnelles et largement acceptées sur la propriété des terres."

¹³. En Juin dernier, Winnie Mandela "la mère de la nation" avait rejoint les personnalités appelant au départ de Zuma : Elle disait que l'ANC lui est devenu méconnaissable, que la prolifération de la corruption et de la mainmise sur l'Etat a fait oublier les principes des anciennes générations. Winnie Mandela espérait qu'un antidote serait trouvée pour restaurer le mouvement dans ces principes premiers.

¹⁴. Le 25 Décembre l'archevêque avait déclaré : « Je ne vois pas comment deux centres de pouvoir - l'un centré sur le parti et l'autre sur l'État - peuvent collaborer, lorsque leurs valeurs semblent diamétralement opposées les unes aux autres. Je ne vois pas comment l'ANC va rompre avec le passé et nous engager dans une nouvelle voie, à moins que les nouveaux dirigeants élus la semaine dernière, soutenus par leurs députés, agissent avec audace et rapidité pour remplacer M. Zuma en tant que président du pays, et de suivre cela avec un remaniement ministériel soigneusement ciblé. "S'ils ne le font pas, nous pouvons voir leur destin écrit dans les histoires d'autres mouvements de libération dans le monde qui ont échoué à s'adapter : ils vont perdre le pouvoir." ».

b. Les tractations pour le départ de Zuma : la recherche d'une sortie honorable...

Convaincu que le salut de l'ANC réside dans le départ de Zuma, les deux clans ont entamé de timides pourparlers concernant le départ de Zuma. Selon le site sud-africain News 24¹⁵, juste après le 54e congrès les nouveaux leaders de l'ANC se seraient engagés dans des discussions autour de la sortie sans conflit de Jacob Zuma du poste de président de la république. D'après le même site, une délégation du parti serait même dépêchée chez le président pour lui demander de démissionner volontairement et de laisser à Ramaphosa de l'espace pour redorer l'image ternie du parti.

Les anti Zuma font pression pour que Ramaphosa - qui fera la déclaration d'anniversaire en janvier prochain et présidera le comité exécutif national- devrait devenir le président du Conseil des ministres et prononcer le discours sur l'état de la nation en février. Les moins hostiles à l'actuel président préfèrent que Zuma soit autorisé à prononcer le discours de l'état de la nation durant lequel il annonce sa démission et laisse la place à un transfert sans heurt. Dans tous les cas tous restent quasi convaincus que Zuma doit partir.

15. Voir : <https://www.news24.com/SouthAfrica/News/when-will-zuma-go-its-a-matter-of-time-20171224-3>

Voir également : <https://www.thesouthafrican.com/report-secret-talks-underway-for-early-zuma-exit/>

c. ...Sinon, certains sont prêts pour le pire !

Il subsiste néanmoins au sein de l'ANC certains inconditionnels de Jacob Zuma. Ceux voudraient voir le président rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat. Ils encouragent son agrippement au pouvoir et ne cessent de répéter que la solution de l'ANC se trouve ailleurs que dans l'éviction ou la démission de Zuma. Parmi les défenseurs de Zuma, sa ministre de l'eau et de l'assainissement Nomvula Mokonyane ; celle-ci ne voit aucune raison pour un départ du président.

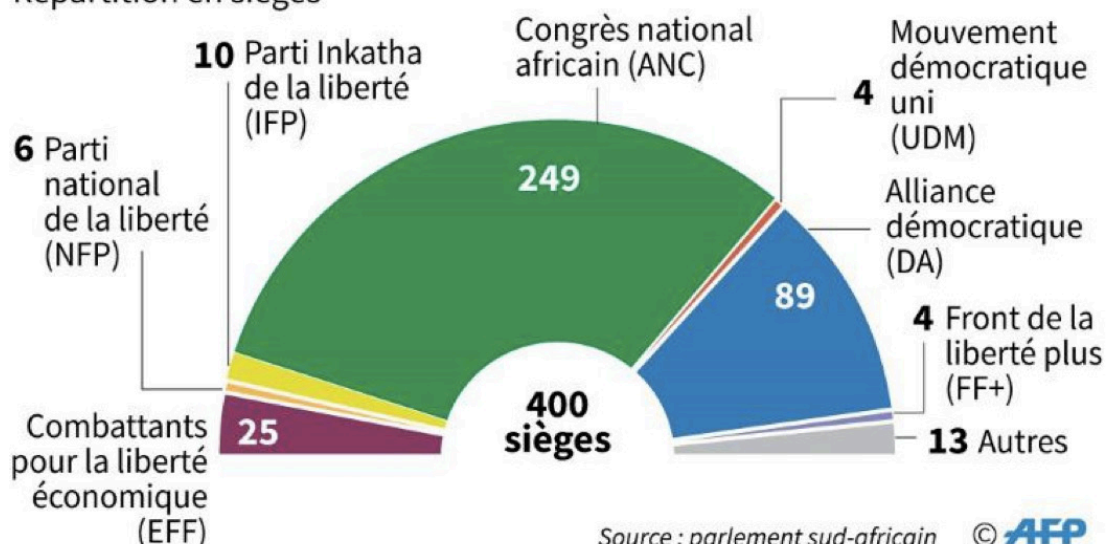
Pour cette catégorie de Sud-Africains, aucune raison, pas même les menaces de perdre les élections de 2019, ne mérite de mettre fin au mandat du président. Ces adeptes de Zuma confondent sa personne et le parti. Toute atteinte au mandat de l'actuel président est une attaque contre l'ANC, et risque de sérieusement endommager le parti. Ils vont jusqu'à demander aux citoyens d'oublier l'affaire de la « captation de l'Etat » comme ils ont oublié l'Apartheid. A ces inconditionnels une seule réponse et elle dangereuse pour Zuma, car humiliante. Certains détracteurs de Zuma veulent demander à un parti de l'opposition d'introduire une motion de censure qui, cette fois à toutes les chances de réussir¹⁶. La moitié des députés de l'ANC, plus les partis de l'opposition rassembleront plus qu'il ne faut de voix pour démettre Zuma (voir graphique ci-dessous)

16. En Aout 2016, Zuma n'a été sauvé qu'à une différence insignifiante de voix (environ 20).

Graphique des rapports de force au sein du parlement sud-africain

Le parlement d'Afrique du Sud

Répartition en sièges



Les implications de la nouvelle situation sur la politique étrangère de l'Afrique du Sud

Il est difficile pour le moment de tirer des conclusions quant à la politique étrangère de l'Afrique du Sud suite au changement opéré à la tête de l'ANC. Les efforts des nouveaux membres élus sont plutôt focalisés sur la situation intérieure du pays. Rares sont les déclarations ou analyses qui abordent un éventuel changement du comportement dans les relations internationales de ce pays, du fait de l'élection à la tête de l'ANC d'un nouveau président. Par ailleurs, Cyril Ramaphosa, nouveau président du parti n'est pas encore à la tête de l'Etat et ne fait que ses premiers pas à la tête de l'ANC. Pas surprenant donc que les mutations de la politique étrangères ne soient pas à l'ordre du jour¹⁷.

La seule décision relative à la politique étrangère intervenue au cours du 54^e congrès de l'ANC fut celle de réduire la représentation diplomatique de l'Afrique du Sud en Israël à un simple bureau de liaison. La décision prise par l'ANC a été communiquée au gouvernement. La décision ne constitue aucun tournant ou changement de la politique sud-africaine vis-à-vis de la question. L'Afrique du Sud a toujours soutenu le droit palestinien, et adopté une politique qui tout en prônant les relations économiques avec l'Ouest et les USA, condamne leurs politiques jugés impérialistes.

1. Peu de réactions à l'étranger

Du côté de l'étranger, les élections domestiques (au sein du parti) sont considérées comme une affaire intérieure et les gouvernements étrangers ne jugent pas utile de réagir à une affaire qui ne concerne que les Africains du sud, d'une part, et qui couve des luttes pour le pouvoir non encore élucidées, d'autre part.

Cependant certaines réactions semblent noter l'intérêt que des parties étrangères ont accordé aux élections de l'ANC. On note dans ce sens :

¹⁷. Dans le premier discours de Ramaphosa en tant que président de l'ANC, il est à relever qu'aucun propos concernant la politique étrangère n'a été entendu. Tout le discours a été axé sur la politique intérieure et les futures mesures domestiques. Pour lire le discours : <http://www.anc.org.za/content/closing-address-anc-president-cyril-ramaphosa-54th-national-conference-african-national>

- Certains messages de partis politiques, notamment de gauche, à l'image de celui que le parti communiste cubain avait adressé à l'ANC pendant la tenue du 54^e congrès, et qui continue de mettre l'accent sur l'aspect révolutionnaire et d'une certaine hostilité envers l'occident : le message cubain est un long plaidoyer pour les « mouvements révolutionnaires qui font face à de grands défis », notamment en Amérique latine où selon le message les impérialistes tentent de saboter les actions conduites par la gauche et les forces progressives comme en témoignent les actions contre la Bolivie et la république du Venezuela, auxquelles le parti communiste cubain témoigne toute sa solidarité. La missive cubaine aux congressistes fait le parallèle avec l'action des mêmes « impérialistes » contre les mouvements de libération africains qui ont pu conserver le pouvoir et qui, toujours selon le même message « travaillent pour le bien de leur peuple ».
- Le message de félicitation adressé à Ramaphosa par la plateforme de l'opposition burundaise basées à Bruxelles qui demande au nouveau président de l'ANC « d'aider le peuple burundais à recouvrer l'accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, un précieux héritage de Madiba.
- Un autre message de félicitation à Ramaphosa vient du Président Namibien. Celui-ci tient cependant à préciser que son message est au nom de la SWAPO, parti au pouvoir en Namibie, avant de souligner que :

« L'ANC reste un mouvement révolutionnaire d'avant-garde avec une histoire illustre de lutte pour libérer les Africains de l'emprise brutale de l'oppression coloniale et, à l'époque moderne, à la pointe de la lutte pour l'émancipation économique de ceux qui sont restés en marge économie ».

- Les réactions d'organismes étatiques telle celle du secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères et du Commonwealth Boris Johnson qui félicite Ramaphosa dans un simple message sur Twitter en souhaitant que cette élection puisse renforcer les relations entre le Royaume uni et l'Afrique du Sud :

« Congratulations to Cyril Ramaphosa on election as new #ANC President, looking forward to working together to boost UK-South Africa relations. Best of luck @Ramaphosa ! ».

2. Que peut-on attendre de Cyril Ramaphosa

Des connaisseurs de la personne du nouveau président de l'ANC et de la politique sud-africaine disent attendre de Ramaphosa, vu sa bonne stature au niveau local et international, qu'il poursuive la politique étrangère panafricaine, qu'il continue les relations avec la Chine, les BRICS et l'Occident et qu'il adopte une position amicale sur sa politique étrangère...¹⁸.

Autrement dit, il est attendu que Ramaphosa continue, tout en s'ouvrant sur les pouvoirs émergents dans le monde, use de plus de pragmatisme et de modération dans ses relations avec l'Occident et qu'il se libère du « tout révolutionnaire » et du « cap à gauche » prôné par son prédécesseur.

Ramaphosa est en effet connu pour sa proximité avec Mandela et avec sa ligne politique. Une ligne centriste et réaliste qui vise plus la modernisation et le développement que le confinement dans des politiques d'avant-guerre froide, emprisonné dans des slogans sulfureux. Certains analystes voient que l'ANC avait sombré parce qu'il voit le monde d'aujourd'hui avec des instruments vieux de soixante ans :

“the party sees the world as static and the tools with which to deal with the world look the same as those that were applicable over six decades ago. The party seems to have sleepwalked through the changes of the 1980s and the 1990s. There is an obsession in the paper with state sovereignty, but nothing of the rights of people against excesses by the very state elites who use the cover of sovereignty against state powers”¹⁹

Plusieurs facteurs poussent à penser que Ramaphosa coupera avec les principes du clan Zuma qui ont conduit la politique sud-africaine durant les dix dernières années :

- La situation économique du pays qui a besoin d'investissements étrangers notamment occidentaux, pour pouvoir se relever après avoir connu la récession.

- La personnalité de Cyril Ramaphosa, connu pour être un homme pragmatique et de dialogue. C'est lui qui a conduit les négociations avec les Afrikaners (1991-1993) sur la question de la transition démocratique.

Il ne faut cependant pas s'attendre à des revirements spectaculaires et rapides dans la politique étrangère de l'Afrique du Sud. Le pays fait face aujourd'hui à des priorités internes dont principalement le règlement de la question du timing de la succession de Jacob Zuma et la lutte contre la corruption et le chômage.

3. Ramaphosa, Le Maroc et l'Algérie

Les connivences entre l'Algérie et l'Afrique du Sud dans les affaires africaines ne sont plus à démontrer. Faut-il considérer cette relation comme une alliance ou tout simplement comme une concorde (assemblage monté) éphémère qui ne peut résister à l'épreuve des réalités des relations internationales ?

Entre le Maroc et l'Afrique du Sud, les relations ne font pas preuve de stabilité. Normales et presque amicales jusqu'en 2000, ces relations se sont dégradées, sans pour autant être rompu à partir de 2004, lorsque l'Afrique du sud décide de reconnaître la république sahraouie. Un espoir de réanimation des relations renaît après la décision prise, à quelques jours du congrès de l'ANC, par le Roi Mohammed VI et le président Jacob Zuma d'échanger des ambassadeurs. Est-ce que Le changement opéré à la tête de l'ANC et les conditions incertaines qui couvrent l'avenir du président Zuma, vont aider à renforcer la décision prise à Abidjan, ou est-ce le contraire qui se produira ?

a. Entre l'Afrique du sud et l'Algérie

Examiner de près la relation entre les deux pays relève plus de la romance révolutionnaire que du réalisme économique. En effet les deux pays qui semblent soudés par une forte alliance, ne développent que des relations économiques et des échanges commerciaux, timides et quasiment insignifiants. En 2016, les principaux produits exportés depuis l'Afrique du Sud vers l'Algérie sont les denrées alimentaires transformées, les légumes, les machines, les produits sidérurgiques, les équipements photographiques et médicaux et cela pour un montant total d'environ 41 millions d'euros (en 2015, le volume de l'échange entre l'Afrique du sud et le reste de l'Afrique était de 28 milliards d'euros) l'échange avec l'Algérie ne représente que 0,16 % du volume total des échanges entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique.

18. Déclaration de Peter Draper, Directeur général de Tutwa Consulting. Voir : http://www.xinhuanet.com/english/2017-12/19/c_136835715.htm

19. Propos de Chris Landsberg et Mzukisi Qobo de l'Université de Johannesburg et Francis Kornegay de « Institute for Global Dialogue ». Voir dans ce sens : <https://www.dailymaverick.co.za/article/2017-06-16-iss-today-back-to-the-future-for-anc-foreign-policy/#.Wk00g1ScVao>

De son côté l'Algérie a exporté durant la même période vers l'Afrique du Sud pour environ 261 000 d'euros. Les principaux produits algériens exportés sont des produits chimiques, la pierre et du verre ainsi que d'autres produits et machines non répertoriés.

En se référant au pragmatisme de Cyril Ramaphosa ; il n'y aurait que deux perspectives :

- Faire augmenter ce volume d'échange afin que l'Afrique du Sud puisse en tirer parti pour l'économie de son pays. Le développement économique faisant partie des promesses du programme du nouveau président de l'ANC. Mais l'Algérie ne semble pas pour le moment dans une situation économique qui puisse lui permettre de participer à un tel effort.
- Garder le statu quo des relations commerciales, et l'Algérie n'aurait plus aux yeux des nouveaux gouvernants de l'Afrique du Sud le même poids qu'elle avait aux yeux du clan Zuma, très versé dans les anciennes doctrines révolutionnaires et romantiques. Le nouveau président de l'ANC verse plus dans le réalisme économique.

b. La relance des relations entre le Maroc et l'Afrique du Sud

Les derniers développements dans les relations entre le Maroc et l'Afrique du Sud, entamés depuis peu à Abidjan seront-ils impactés (positivement ou négativement) par l'élection d'un nouveau leader à la tête de l'ANC ?

En se référant toujours à la personnalité du nouvel homme fort de l'ANC, l'initiative prise par le Roi du Maroc et le président sud-africain lors de leur rencontre à Abidjan, trouvera un encouragement dans les orientations politico-économiques de Cyril Ramaphosa. Ce dernier, soutenu par les milieux des affaires sud-africain – dont il fait partie- ne verra pas d'un mauvais-cœur l'encouragement de relations avec le Maroc, notamment dans les domaines de l'économie et du commerce.

Le réalisme et le pragmatisme de Cyril Ramaphosa n'iront cependant pas, du moins dans le court terme, jusqu'à révolutionner les positions de l'Etat sud-africain sur certaines questions notamment celle du Sahara. La diplomatie du Maroc devra sur cette question faire preuve de patience. Le nouveau président de l'ANC et qui sera bientôt, sauf grosse surprise, le président de l'Afrique du Sud fait encore face à des problèmes domestiques qui lui interdiront tout changement brusque qui risque de nuire à ses efforts de se rallier le clan adverse ; celui de Dlamini Zuma, foncièrement hostile au Maroc.

Si les relations économiques entre le Maroc et l'Afrique du Sud continuent de s'améliorer dans les prochains mois, celles politiques n'évolueront positivement qu'en fonction du degré d'intensité des échanges futurs entre les deux pays.

A propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction générale de la sûreté nationale marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le conseil des ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

A propos de OCP Policy Center

L'OCP Policy Center est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, l'OCP Policy Center offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economies des matières premières et Finance, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4^{ème} Etage – Mahaj Erryad, Rabat - Maroc

Email : contact@ocppc.ma / Téléphone : +212 5 37 27 08 08 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : www.ocppc.ma